



FÉDÉRAL

---

**Contacter la FGTA-FO**

> Dejan Terglav  
Secrétaire général  
Courriel : [dejan.terglav@fgta-fo.org](mailto:dejan.terglav@fgta-fo.org)  
Tél. : 01 40 52 85 22

Paris, le 14 septembre 2016,

**Plainte contre Natixis, la FGTA-FO soutient Unite Here**

Fidèle au principe de solidarité syndicale internationale, la FGTA-FO soutient le syndicat américain Unite Here qui va déposer plainte ce jour contre la banque française Natixis dans le cadre du conflit en cours à l'hôtel Westin Long Beach de Los Angeles, placé sous la direction d'une filiale de Natixis Global Management.

Face aux nombreux problèmes que rencontrent les salariés de cet établissement, la FGTA-FO réaffirme sa volonté de faire bloc avec les syndicats de tous les pays contre la volonté des groupes financiers de menacer les droits des salariés et de mettre à mal la liberté syndicale.

Vous trouverez ci-dessous l'historique de l'affaire et ses enjeux.

Contact à Paris : John Tarver | +33(0)6 09 55 74 93 | [johnleotarver3@gmail.com](mailto:johnleotarver3@gmail.com)  
Contact : Jeremy Blasi | +1 202 251 0048 | [jblasi@unitehere11.org](mailto:jblasi@unitehere11.org)

Le syndicat américain « Unite Here » va déposer plainte contre Natixis le mercredi 14 septembre 2016, pour violation des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, dans une affaire qui concerne l'hôtel Westin Long Beach de Los Angeles, placé sous la direction d'une filiale de Natixis Global Management. La direction est accusée de pratiques défavorables, voire illégales, envers certains employés. De multiples plaintes ont déjà été déposées contre l'exploitant de cet hôtel en raison de ces faits.

Le dépôt de la plainte a eu lieu au cours des jours qui ont suivi la réunion annuelle des actionnaires du propriétaire de l'hôtel, un fonds de pension public aux États-Unis, Utah Retirement Systems.

Depuis plus d'un an, un conflit du travail oppose cet hôtel à une section syndicale de Los Angeles de Unite Here, une organisation syndicale représentant 270 000 travailleurs d'Amérique du Nord.

L'hôtel s'est livré à des pratiques que la Section 11 de Unite Here a décrites comme un délit d'entrave au droit syndical : par exemple, menacer de réduire le salaire des travailleurs adhérant à un syndicat et faire des déclarations insinuant que les employés soutenant le syndicat ne seraient pas des employés loyaux.

Le 24 mai 2016, afin de se faire entendre et de débattre du problème, des employés de l'hôtel se sont rendus à Paris pour la réunion annuelle des actionnaires de Natixis, mais la direction de Natixis a refusé de les recevoir, se considérant trop éloigné de l'affaire.

En mars 2016, un bureau régional du National Labor Relations Board (ou NLRB, le Conseil national des relations de travail des États-Unis), un organisme indépendant du gouvernement américain, a déposé une plainte contre l'hôtel

Westin Long Beach, suite aux accusations exprimées par le syndicat. Ces allégations font l'objet d'une procédure devant le juge administratif du NLRB.

Parallèlement, l'hôtel fait l'objet d'une action de groupe initiée par le personnel d'entretien, les serveurs en restaurant et les employés de banquet, qui affirment que leur employeur a violé la législation sur les salaires et les heures de travail dans la mesure où ils n'ont pas toujours pu prendre leurs pauses-déjeuner, entre autres, et qu'ils ont dû travailler en dehors des horaires habituels. Initiée en août 2015, cette action en justice est toujours en cours d'instruction.

Depuis le début de leur campagne de syndicalisation, les employés de l'hôtel réclament la mise en place d'un processus équitable, dans une ambiance respectueuse, qui permettrait aux travailleurs d'exercer leur droit d'adhérer à un syndicat. Ils demandent également des garanties contre le type de conduite antagoniste dont font souvent preuve les employés et la direction dans le cas de campagnes de syndicalisation contentieuses aux États-Unis.

Le 6 avril 2016, le journal The Boston Globe a rapporté que, selon des messages internes de Natixis Global Asset Management, son PDG Pierre Servant a participé à la décision de rejeter la demande de réunion proposée par le syndicat. Selon ce journal, M. Servant a écrit à l'un de ses collaborateurs : « Nous devons agir pour que ces personnes laissent Natixis tranquille » et « Qui sait ce qu'il se passera s'ils viennent à Paris ? »

Une filiale de Natixis Global Asset Management, la société AEW Capital Management (AEW), à qui Utah Retirement Systems a délégué son pouvoir décisionnaire, a rejeté la demande des employés de l'hôtel Westin tendant à la mise en place d'un processus de syndicalisation équitable. Depuis, les représentants de Natixis ont rejeté la demande de Unite Here qui souhaitait organiser une réunion afin de débattre du problème.

Les plaintes concernant les Principes directeurs de l'OCDE peuvent être résolues par la médiation, à condition que l'entreprise accepte, ce qui peut mener à une réparation ou un changement de comportement au sein d'une entreprise, comme l'amélioration des droits ou des conditions sociales.

--

Jeremy Blasi  
Staff Attorney  
UNITE HERE Local 11

Tous nos communiqués sont consultables depuis la rubrique « Outils de communication » de notre site internet :

**[www.fgtafo.fr](http://www.fgtafo.fr)**